

Allons-nous continuer longtemps à faire tuer nos soldats au Mali ?

Article rédigé par *Le blog de Bernard Lugan*, le 05 janvier 2021



Source [bernardlugan.blogspot.com] C'est très probablement en représailles de la mort de Bag Ag Moussa, un des principaux adjoints du chef touareg Iyad ag Ghali tué par Barkhane le 10 novembre 2020, que deux Hussards de Chamborant (2^e de Hussards), ont perdu la vie le samedi 2 janvier, à quelques kilomètres de la base de Ménaka, quand leur VBL (véhicule blindé léger) a sauté sur une mine.

A la différence de la mort de nos trois hommes du 1^{er} Régiment de Chasseurs de Thierville survenue le lundi 28 décembre, au sud de Gao, l'explosion qui a provoqué celle des deux Hussards s'est produite plus au nord, dans une région qui était devenue « calme », les décideurs français semblant avoir enfin compris qu'ici, nous ne sommes pas face au même jihadisme que plus au sud. Comme je ne cesse de le dire depuis des années, et comme je le montre dans mon livre [Les Guerres du Sahel des origines à nos jours](#), ici, le conflit n'est en effet pas à racine islamiste puisqu'il s'agit d'une fracture inscrite dans la nuit des temps, d'une résurgence ethno-historico-économico-politique touareg conjoncturellement abritée derrière le paravent islamiste.

Pour bien comprendre la situation, il nous faut revenir en arrière, au mois de juin 2020 avec la mort de l'Algérien Abdelmalek Droukdal, le chef d'Al-Qaïda pour toute l'Afrique du Nord et pour la bande sahélienne, abattu par l'armée française sur renseignement algérien. Cette liquidation qui libérait le Touareg Iyad ag Ghali de toute sujétion à l'Arabe Abdelmalek Droukdal, s'inscrivait dans le cadre d'un conflit ouvert qui avait éclaté entre les deux branches du jihadisme régional. L'EIGS (Etat islamique dans le Grand Sahara), rattaché à Daech prône en effet la disparition des ethnies et des Etats et leur fusion dans le califat universel. Tout au contraire, le groupe d'Al-Qaïda, dirigé par Iyad ag Ghali « associé » aux services algériens privilégie l'ethnie touareg et ne demande pas la disparition du Mali.

Le coup d'Etat qui s'est produit au Mali au mois d'août 2020, a ensuite permis de donner toute liberté à la négociation entre Bamako et la branche locale d'Aqmi, avec pour but de régler le conflit du nord Mali. Pour la France, l'opération était entièrement profitable car cela permettait de fermer le front du nord.

Même si nous avons perdu ce « doigté » qui était une de nos spécialités à l'époque des « Affaires indigènes » et ensuite des emprises militaires permanentes, dans la durée, avec des unités dont c'était la culture, il allait donc être possible, avec un minimum d'intelligence tactique, et en jouant sur cette opposition entre jihadistes, de laisser se régler toute seule la question du nord Mali. Et cela, afin de commencer à nous désengager après avoir concentré tous nos moyens sur la région des « 3 frontières », donc sur l'EIGS, et également sur certains groupes peul jouant sur plusieurs tableaux à la fois[1].

Or, le 10 novembre 2020, une insolite opération française menée près de Ménaka, donc en zone touareg, s'est soldée par la mort de Ba Ag Moussa, un des principaux adjoints de Iyad ag Ghali. Les Touareg ayant pris cette action comme une provocation, il était donc clair qu'ils allaient mener des représailles.

Par devoir de réserve, je n'ai alors pas commenté cette opération sur mon blog, mais j'ai prévenu « qui de droit » que les Touareg allaient, d'une manière ou d'une autre, venger la mort de Ba Ag Moussa et qu'il allait falloir être vigilants dans la région de Ménaka. D'autant plus que, alors que, depuis plusieurs mois, les opérations françaises avaient évité la zone touareg, les derniers temps, elles y avaient repris. Comme si un changement de stratégie avait été décidé à Paris, un peu « à l'américaine », c'est-à-dire en « tapant »

indistinctement tous les GAT (Groupes armées terroristes) péremptoirement qualifiés de « jihadistes », et peut-être pour pouvoir « aligner du bilan ». Une stratégie sans issue reposant sur une totale méconnaissance des réalités ethno-politiques locales, et dont nos soldats viennent de payer le prix sur le terrain.

Le signal donné par les Touareg étant donc clair, aux autorités françaises d'en tirer maintenant les leçons. Veulent-elles oui ou non ré-ouvrir à Barkhane un deuxième front au nord ?

En ce jour de tristesse, j'ai une pensée particulière pour le sergent Yvonne Huynh, avec lequel, à la veille de son deuxième séjour au Mali, j'avais longuement échangé sur les causes profondes du conflit, et je tiens, à travers ce communiqué, à faire part de mes sincères condoléances aux « Frères bruns », ses camarades de Chamborant hussards.

Bernard Lugan

[1] L'on pourra à ce sujet se reporter à mon communiqué en date du 24 octobre 2020 intitulé « [Mali : le changement de paradigme s'impose](#) ».